Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
7 NOV. 1956
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

coordination (1)

IL. L. 5140/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section le législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 mars 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux travaux et opérations de géodésie et de topographie et à la protection des signaux et repères", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre les 8 et 16 juin 1956, a donné le 25 juin 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e maart 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de geodetische en topografische werkzaamheden en verrichtingen en de bescherming van de signalen en merktekens", zoals het door de Minister op 8 en 16 juni 1956 gewijzigd werd, heeft de 25e juni 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend, pour les raisons développées dans l'exposé des motifs, au remplacement de la loi du 10 juin 1927 sur la conservation des signaux et repères qui servent à l'établissement de la carte du pays.

## Article 1er.

C'est de cet article dont l'objet immédiat est de préciser les pouvoirs des agents de l'autorité, qu'il ressort que le projet concerne, à la différence de la loi de 1927, non seulement les signaux et repères édifiés ou placés par le Ministre de la Défense nationale et nécessaires à l'établissement de la carte du pays, mais tous les travaux et opérations de géodésie ainsi que de topographie entrepris par le Gouvernement, quel que soit le département ministériel qui s'y livre.

## Article 2.

En vertu de cet article les agents de l'autorité doivent être assistés lorsqu'ils pénètrent entre 8 et 18 heures en des lieux dont l'accès leur a été refusé, soit du bourgmestre, soit du commissaire de police, soit du commandant de brigade de gendarmerie ou de leur délégué.

.../...

La portée de l'article se dégagerait mieux s'il était rédigé comme suit :

"Article 2. -

Lorsque, entre huit heures et 18 heures, l'accès des lieux leur est refusé, les fonctionnaires et les agents désignés conformément à l'article 1er y pénètrent et y exécutent les travaux et opérations nécessaires, assistés soit du bourgmestre, soit du commissaire de police, soit du commandant de la brigade de gendarmerie ou de leur délégué".

Article 3.

Les propriétaires d'un immeuble bâti ou non, ainsi que les personnes possédant un droit de jouissance sur celui-ci, sont tenus suivant cet article tel qu'il a été amendé par le Ministre de la Défense nationale au cours de l'examen par le Conseil d'Etat :

1° d'y laisser placer, entretenir et surveiller les signaux et repères de géodésie, de nivellement et de topographie et autres installations nécessaires aux levés ;

2° de laisser effectuer, aux conditions à déterminer par le Roi, certains travaux et aménagements accessoires.

.../...

Ces charges constituent une servitude légale d'utilité publique.

La loi du 10 juin 1927 limite les obligations des propriétaires et des personnes qui ont la jouissance de l'immeuble, à l'obligation de tolérer l'édification et le placement des signaux et repères ainsi que tout ce que comportent leur surveillance et leur entretien. Elle accorde, de plus, une indemnité pour le préjudice que ces charges peuvent occasionner.

Le projet étend la servitude à toutes les installations nécessaires aux levés ainsi qu'à certains travaux et aménagements accessoires, tels que, selon l'exposé des motifs, coupes de végétaux, déplacements d'objets et, exceptionnellement, des menues démolitions. Il n'accorde d'indemnité que pour les dommages causés aux immeubles lors de l'exécution des travaux et opérations.

Le Conseil d'Etat suggère de rédiger comme suit l'alinéa 2 de l'article 3, de manière à y inclure les indications de l'exposé des motifs concernant la portée de l'expression "certains travaux et aménagements accessoires":

"Ils sont en outre tenus de laisser effectuer, aux conditions à déterminer par le Roi, des travaux et aménagements accessoires nécessaires à l'établissement, à l'entretien et à la surveillance des installations décrites à l'alinéa précédent, tels que des coupes de végétaux, des déplacements d'objets et, exceptionnellement, des menues démolitions".

.../...

Article 5.

Comme cela vient d'être relevé, le projet n'indemnise plus le préjudice que la loi causera aux personnes qui en subiront l'application que dans la mesure des "dommages causés aux immeubles lors de l'exécution des travaux et opérations visés par la présente loi".

Le juge de paix connaîtra de l'action. Mais celle-ci ne sera recevable qu'après que le Ministre qui aura fait exécuter les travaux ou opérations génératrices du dommage aura totalement ou partiellement rejeté la demande d'indemnité ou négligé pendant trois mois de statuer sur celle-ci.

L'action devant le juge de paix sera prescrite par un an à compter de l'expiration du délai fixé au Ministre pour la notification de sa décision.

Le dernier alinéa du § 1er de l'article 5 s'exprime comme suit :

"A défaut d'accord ou dans le cas où le délai viendrait à expirer sans que le Ministre se soit prononcé, l'indemnité est fixée par le juge de paix compétent , à la requête de la partie la plus diligente ; le litige n'a pas pour effet de suspendre les travaux".

.../...

Le projet subordonne ainsi la recevabilité de l'action devant le juge de paix au "défaut d'accord" entre le Ministre et les préjudiciés. L'accord ou le défaut d'accord ne pouvant se dégager que de la comparaison de la demande d'indemnité d'une part et de la décision du Ministre d'autre part, le juge sera astreint à une appréciation qui pourra être délicate. Elle serait aisément évitée en faisant dépendre la recevabilité de l'action, du défaut d'acquiescement par le préjudicié à la décision du Ministre. La fixation d'un délai pour cet acquiescement semble inutile en raison du court délai -un an- de prescription de l'action. Il est également inutile de prévoir que le juge de paix est saisi par la partie la plus diligente puisque le préjudicié seul a une demande à formuler.

Le Conseil d'Etat suggère , dès lors, de rédiger le dernier alinéa du § 1er de l'article 5 comme suit :

"A défaut d'acquiescement par le préjudicié à la décision du Ministre ou à défaut de décision du Ministre dans le délai susdit, l'indemnité est fixée par le juge de paix. Le litige n'a pas pour effet de suspendre les travaux".

Quant au second paragraphe de l'article 5, il pourrait être rédigé plus brièvement comme ci-après :

.../...

"§ 2. L'action devant le juge de paix est prescrite par un an à partir de l'expiration du délai fixé pour la notification de la décision du Ministre".

Il va de soi que si le Gouvernement restait en défaut de verser l'indemnité après que le préjudicié aurait acquiescé à la décision du Ministre, le créancier de celle-ci aurait une action en exécution de la décision conformément au droit commun.

Article 7.

L'article 7 subordonne la construction de certains bâtiments susceptibles de servir comme signaux géodésiques dans les communes dont le Roi établira la liste , à la possession d'une autorisation des Ministres des Finances, de la Défense nationale, des Travaux publics et de la Reconstruction, ou de leur délégué.

.../...

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement annonce son intention d'exclure du champ d'application de l'article 7, § 1er, littéra a, les communes dont la population dépasse 50.000 habitants ou qui font partie d'une agglomération dont le nombre d'habitants dépasse ce chiffre. Une disposition semblable figure à l'article 11, dernier alinéa, de la loi du 10 juin 1927.

La même autorisation est prévue pour la modification d'un immeuble sur lequel est placé un signal ou un repère lorsque cette modification doit se faire par des travaux de nature à compromettre l'existence, la stabilité ou l'utilisation du signal, du repère ou de l'immeuble.

Comme c'est à l'autorité sollicitée de donner l'autorisation qu'il doit appartenir de juger si les travaux sont de nature à compromettre l'utilisation du signal, il serait souhaitable d'omettre la fin de la phrase figurant au b) de l'article 7, § 1er, de manière à éviter des erreurs de la part des intéressés.

\+

\+ \+

.../...

La procédure réglant l'octroi de l'autorisation est empruntée à l'article 18 de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation.

Il en est ainsi notamment de la disposition qui prévoit que l'autorisation ou le refus doit être notifié dans le délai d'un mois à partir de la date de la réception de la demande.

Suivant le texte de l'article 7, § 1er, du projet de loi, la personne qui voudra construire une tour, un clocher, etc ... dans une des communes déterminées par le Roi, devra demander l'autorisation préalable de trois Ministres.

A la lecture de l'exposé des motifs, on s'aperçoit toutefois que le projet n'entend pas imposer l'obligation de s'adresser à chacun des Ministres intéressés. Suivant l'exposé des motifs "le particulier, pour satisfaire au voeu du présent projet de loi, de la loi communale et éventuellement de la loi sur l'urbanisme, n'a qu'une seule demande de bâtir à introduire à l'administration communale".

"Celle-ci", continue l'exposé des motifs, "ne statue qu'après être mise en possession de la décision de l'administration de l'urbanisme ... L'administration de l'urbanisme statuera de l'avis conforme des Ministres intéressés ou de leurs délégués, de telle sorte qu'une seule notification sera faite à l'impétrant".

.../...

Il suit delà qu'en fait l'exécution de l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable des Ministres intéressés incombe avant tout au collège des bourgmestre et échevins.

Egalement, aux termes de l'exposé des motifs, ce ne seraient pas les Ministres qui feraient connaître leur décision, mais l'administration de l'urbanisme.

Ce passage de l'exposé des motifs appelle les observations suivantes :

1° L'administration de l'urbanisme fut créée par l'arrêté du Régent du 14 mai 1945. Elle est une direction générale du Ministère des Travaux publics. Ses attributions, qui ont été déterminées par l'arrêté du Régent du 21 août 1945, ne comprennent pas l'application de la loi du 10 juin 1927 ni, a fortiori, de la loi en projet.

Si le Gouvernement entend que ce soit cette administration qui soit plus spécialement chargée de l'exécution de l'article 7 du présent projet, il lui appartiendra, en temps voulu, de modifier l'arrêté du Régent du 21 août 1945 à cet effet.

2° C'est erronément que l'exposé des motifs affirme que le particulier n'aura jamais qu'une seule demande d'autorisation de bâtir à introduire à l'administration communale.

.../...

En effet, sous l'empire de la législation actuelle, les particuliers qui désirent élever une construction sur le territoire d'une localité soumise au régime de l'urbanisation, doivent solliciter et obtenir deux autorisations distinctes : l'une émanant du collège des bourgmestre et échevins, agissant en exécution de l'article 90, 8°, de la loi communale ou du règlement communal sur les bâtisses, l'autre délivrée sur le pied de l'article 18 de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation, par le Ministre des Travaux publics ou son délégué.

Par circulaire du 10 décembre 1946, publiée au Moniteur belge du 12 janvier 1947 (page 303), les Ministres des Travaux publics et de la Reconstruction ont invité les communes à recevoir en même temps que la demande exigée par l'article 90, 8°, de la loi communale, la demande exigée par l'article 18 de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946.

La circulaire du Ministre des Travaux publics du 31 octobre 1949, publiée au Moniteur belge du 23 novembre 1949 (page 10.434), interprète cet article 18 en ce sens que les délais qui y sont prévus ne prendraient cours qu'à la réception des pièces par l'administration de l'urbanisme elle-même.

Suivant une autre interprétation, c'est la date de la réception par l'administration communale qui en constitue le point de départ. La jurisprudence est partagée sur cette importante question (voir notamment : Trib. Anvers, 7.6.1949, Rev. comm. 1950, p. 139; Trib. Nivelles, 16.6. 1950, Mouv. comm., 1950, p. 176).

.../...

Si le Gouvernement entend se rallier à la procédure instituée par les instructions actuellement en vigueur et enjoindre au particulier d'introduire sa demande à l'intervention de l'administration communale lorsque la commune sur laquelle il désire ériger une construction est à la fois soumise à l'application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 et du présent projet de loi, il convient qu'il le dise expressément.

Il serait en outre souhaitable qu'il modifie l'article 18 de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 relatif à l'urbanisation, de manière à le mettre en concordance avec ces dispositions.

D'autre part, le point de départ des délais devrait être expressément prévu par la loi.

En vertu du § 2 de l'article 7 de l'avant-projet, le collège des bourgmestre et échevins doit surseoir à statuer sur toute demande de bâtir, "jusqu'à réception de la copie" de la décision des Ministres intéressés ou de leur délégué, conformément aux dispositions du § 1er; lorsque l'autorisation est accordée, le collège est tenu de se prononcer dans le délai fixé par l'article 90, 8°, de la loi communale, soit dans la quinzaine à partir du jour du dépôt des plans; il ne doit pas statuer lorsque l'autorisation est refusée.

Le projet devrait, par une disposition expresse, astreindre l'administration à transmettre au collège des bourgmestre et échevins une copie de la décision prise par les Ministres intéressés ou par leur délégué.

Il serait, de plus, souhaitable dans l'intérêt d'une bonne administration, de prévoir l'envoi simultané de cette copie et de la notification prévue au § 1er, alinéa 4, de l'avant-projet.

+

Le § 2 de l'article 7 ne prévoit pas l'éventualité dans laquelle le délai viendrait à expirer sans que l'administration ait statué, éventualité dans laquelle l'autorisation est tenue pour acquise, conformément au § 1er, alinéa 5.

D'après l'économie du projet, le collège des bourgmestre et échevins devrait, dans ce cas, statuer dans la quinzaine de l'expiration du délai prévu par le § 1er, alinéa 4.

\+

\+ +

Il échet enfin d'observer que ni le projet, ni l'article 90, 8°, de la loi communale ne prévoient de sanctions dans le cas où la décision du collège des bourgmestre et échevins n'interviendrait pas dans le délai prévu par la loi.

Dans une matière similaire où se retrouvent des dispositions analogues, le Sénat, en sa séance du 14 juin 1956, a, pour remédier à cette lacune, amendé le texte de l'article 7 du projet de loi établissant le statut des autoroutes en y insérant un alinéa disposant que si le délai dans lequel le collège des bourgmestre et échevins est tenu de statuer vient à expirer sans qu'une décision soit intervenue, l'autorisation est tenue pour acquise (Voir Ann. parl. Sénat sess. 1955-56, pp. 1399 et s.).

Le texte suivant de l'article 7 tient compte de ces observations :

.../...

"Article 7.-

§ 1er. Le collège des bourgmestre et échevins transmet au Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions toute demande d'autorisation de bâtir ayant pour objet la modification d'un immeuble sur lequel est placé un signal ou un repère.

Dans les communes déterminées par le Roi, le collège des bourgmestre et échevins transmet en outre au Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions, toute demande d'autorisation de bâtir ayant pour objet la construction de châteaux d'eau, de clochers, de tours ou de phares, quelle qu'en soit la hauteur, ou de tout bâtiment dépassant 20 mètres au-dessus du niveau du sol.

Le Ministre ou son délégué statue sur l'avis conforme des Ministres des Finances et de la Défense nationale ou de leurs délégués. Il notifie l'autorisation ou le refus de bâtir tant au requérant qu'au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble grevé. Cette notification est faite par lettre recommandée déposée à la poste, dans le délai d'un mois à partir de la date de la réception de la demande. Ce délai peut être prorogé de deux mois au plus, par décision notifiée, dans les mêmes formes, avant l'expiration du premier mois.

.../...

Si le délai vient à expirer sans que le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions ou son délégué se soit prononcé, l'autorisation est tenue pour acquise.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins ne peut statuer sur une demande de bâtir dans les cas prévus au § 1er, alinéas 1er et 2, du présent article, introduite en vertu de l'article 90, 8°, de la loi communale du 30 mars 1836 ou d'un règlement communal sur la bâtisse, avant qu'il n'ait reçu une copie de la décision arrêtée par le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions ou par son délégué, conformément aux dispositions du § 1er, alinéa 3, du présent article ou avant que l'autorisation ne soit tenue pour acquise conformément au § 1er, alinéa 4, du présent article.

Lorsque l'autorisation est accordée, le collège des bourgmestre et échevins statue dans la quinzaine à partir du jour de la réception de la copie de la décision du Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions, ou de son délégué.

Lorsque l'autorisation est tenue pour acquise, conformément au § 1er, alinéa 4, du présent article, le collège des bourgmestre et échevins statue dans la quinzaine de l'expiration du délai prévu au § 1er, alinéa 3, du présent article.

Si le délai prévu aux deux alinéas précédents vient à expirer sans que le collège des bourgmestre et échevins ait statué, l'autorisation est tenue pour acquise.(1)

---

(1) Cfr amendement voté par le Sénat le 14 juin 1956, à l'article 7 du projet de loi établissant le statut des autoroutes, devenu la loi du 12 juillet 1956.

.../...

Lorsque l'autorisation est refusée, il n'y a pas lieu pour le collège des bourgmestre et échevins de statuer.

L'autorisation ne dispense pas l'intéressé de se conformer aux autres procédures prescrites par les lois et règlements sur la bâtisse".

Article 8.-

Pour être en concordance avec la procédure en demande d'autorisation de bâtir telle qu'elle est décrite dans l'exposé des motifs de l'avant-projet, il conviendrait que ce soit l'Administration de l'urbanisme qui, sur demande des Ministres intéressés, impose l'adjonction éventuelle d'aménagements aux constructions visées à l'article 7.

Le Conseil d'Etat propose donc que le texte de l'article 8 de l'avant-projet soit rédigé comme suit :

"Le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions ou son délégué peut, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre des Finances ou du Ministre de la Défense nationale, imposer l'adjonction aux constructions ... etc ...".

Articles 10 et 11.-

Suivant l'exposé des motifs "les articles 10 et 11 ont pour but de permettre à l'autorité qui a placé le signal et le répère d'être informée sans

.../...

retard de toute altération et ainsi de pouvoir prendre immédiatement les mesures qui s'imposent ...".

L'article 11 confie la surveillance des signaux et des repères à la gendarmerie et à "la police locale", c'est-à-dire à la police communale, aux gardes champêtres et, le cas échéant, aux gardes des bois des communes.

Comme cet article, d'autre part, impose aux membres du corps de gendarmerie ou de la police locale l'obligation de faire part de leurs constatations au bourgmestre, il semble plus simple d'imposer au propriétaire de l'immeuble l'obligation d'informer directement la gendarmerie ou la police locale.

Le Conseil d'Etat propose d'intervertir l'ordre des articles.

L'article 11 du projet deviendrait l'article 10.

L'article 10 deviendrait l'article 11 et son texte serait modifié comme suit :

"Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble sur lequel est placé un signal ou un repère est tenu d'informer le poste de gendarmerie le plus proche ou la police locale, de la destruction, de l'enlèvement, du déplacement, de la dégradation ou de la modification du signal ou du repère".

.../...

Article 12.

Cet article érige, en raison de la généralité de ses termes, en infraction pénale, toute contravention à une disposition quelconque de la loi ou de ses arrêtés d'exécution. Il dépasse ainsi les intentions du Gouvernement.

Le texte ci-après, rédigé par le Conseil d'Etat à la lumière des renseignements fournis par le délégué du Ministre de la Défense nationale, précise les contraventions aux dispositions de la loi et des arrêtés d'exécution qui constitueront des infractions pénales, et y adapte les peines. Ce texte tient compte de l'interversion des articles 10 et 11 :

"Article 12.-

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à quatorze jours et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ou de l'une de ces peines seulement, quiconque aura construit ou modifié un immeuble sans avoir obtenu une autorisation de bâtir, conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi.

Seront punies d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à mille francs, ou de l'une de ces peines seulement, les infractions aux dispositions de l'article 9 de la présente loi ou aux règlements pris en exécution de l'article 9.

.../...

Seront punies d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une amende d'un franc à vingt-cinq francs, les infractions aux dispositions de l'article 11 de la présente loi ou aux règlements pris en exécution de l'article 11.

Les peines ci-dessus peuvent être portées au double en cas de récidive dans les deux ans à partir de la condamnation.

Lorsque la destruction, le déplacement ou la dégradation d'un signal ou d'un repère n'ont été causés que par un défaut de prévoyance ou de précaution, l'infraction sera punie d'une amende de vingt-six francs à mille francs.

Les dispositions du livre premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables à ces infractions".

Article 13.

Cet article règle, d'une part, la procédure à suivre pour la remise en état des lieux en cas d'infraction aux articles 7 et 8 et, d'autre part, celle relative au rétablissement des signaux ou des installations en cas d'infraction à l'article 9.

Il a manifestement été inspiré par l'article 27 de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et est rédigé comme suit :

.../...

"Article 13.-

§ 1er. En cas d'infraction aux articles 7 et 8 de la présente loi, le tribunal ordonne, indépendamment de la peine, la remise en état des lieux si celle-ci est demandée par le Ministre compétent, ou par son délégué, et dans les limites où elle est demandée. Le tribunal fixe un délai à la remise en état des lieux et décide qu'en cas d'inexécution du jugement, le Ministre ou son délégué y pourvoira, aux frais de l'intéressé. Ce dernier sera contraint au remboursement de la dépense sur état taxé à ses frais et rendu exécutoire par le président du tribunal, saisi par requête et sans intervention d'avoué.

§ 2. En cas d'infraction à l'article 9 de la présente loi, le tribunal ordonne, indépendamment de la peine, le rétablissement ou la restauration du signal ou des installations. Ces travaux sont exécutés d'office à l'intervention du Ministre compétent. L'intéressé sera contraint au remboursement de la dépense sur état taxé à ses frais et rendu exécutoire par le président du tribunal, saisi par requête et sans intervention d'avoué".

Le deuxième paragraphe de l'article 13 est superflu et devrait être omis. L'Etat trouvera dans le droit commun, et spécialement dans les articles 3 et 4 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, le moyen d'obtenir du juge de l'action publique la réparation du dommage causé par les auteurs d'infractions à l'article 9. Il est de surcroît inadéquat car le projet, tel qu'il a été amendé en cours d'examen, charge l'Etat seul, agissant à l'intervention des Ministres compétents ou de leur délégué, non seulement de la mission de placer les

.../...

signaux et repères mais aussi, aux termes du paragraphe même, de celle de les rétablir ou de les restaurer lorsque c'est nécessaire. Il serait contraire aux attributions respectives du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif que le juge fît à cet égard, dans sa décision sur l'action publique des injonctions aux autorités administratives.

Le § 2 se réfère enfin aux signaux et installations alors que l'article 9, auquel il renvoie, fait état des signaux, repères ou inscriptions qui y sont apposées.

Ces considérations, jointes au souci de quelques améliorations de détail, conduisent le Conseil d'Etat à limiter l'article 13 à la disposition qui en constitue le paragraphe premier et à formuler celle-ci comme suit :

"Article 13.-

En cas de condamnation du chef d'infraction aux articles 7 et 8, le juge ordonne la remise en état des lieux dans les limites où celle-ci lui est demandée par le Ministre compétent ou par son délégué. Il fixe le délai de la remise en état et décide qu'en cas d'inexécution du jugement par le condamné dans le délai prescrit, il y sera pourvu à ses frais par le Ministre ou par son délégué. Le condamné sera contraint au remboursement de la dépense sur état taxé ... (comme au projet) ...".

.../...

Article 14.

Si la portée de l'article 14 n'est pas, dans l'intention du Gouvernement, de ne donner compétence pour constater les infractions à la loi et à ses arrêtés d'exécution qu'aux seuls membres de la police locale et du corps de gendarmerie ainsi qu'aux fonctionnaires et agents qu'il commissionne à cette fin, à l'exclusion des officiers de police judiciaire, à compétence générale qui ne seraient ni de la police locale ni de la gendarmerie, cet article devrait être rédigé ainsi qu'il sera indiqué ci-après.

Il importerait en outre de fixer la valeur probante des procès-verbaux établis par le personnel de la police communale n'ayant pas de compétence générale pour la recherche des infractions.

"Article 14.-

Sont spécialement chargés de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, les membres de la police locale et du corps de gendarmerie ainsi que les fonctionnaires et agents désignés à cet effet par le Roi. Ceux qui n'ont pas qualité d'officier de police judiciaire constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire".

---

Het ontwerp wil, om de redenen die de memorie van toelichting uiteenzet,voorzien in de vervanging van de wet van 10 juni 1927 tot bewaring van de signalen en merktekens voor het opmaken van de kaart van België.

## Artikel 1.

Uit dit artikel, waarvan het onmiddellijke doel is de bevoegdheden van de overheidsambtenaren te omschrijven, volgt mede dat het ontwerp, anders dan de wet van 1927, niet alleen betrekking heeft op de door de Minister van Landsverdediging opgerichte of geplaatste en voor het opmaken van de landskaart nodig geachte signalen en merktekens, maar tevens op alle door de Regering ondernomen geodetische en topografische werken en verrichtingen, onverschillig door welk departement ze worden uitgevoerd.

## Artikel 2.

Volgens dit artikel moeten de overheidsambtenaren, wanneer zij tussen 8 en 18 uur plaatsen willen betreden waarvan hun de toegang is ontzegd, bijgestaan worden hetzij door de burgemeester, hetzij door de politiecommissaris, hetzij door de commandant der rijkswachtbrigade of door hun gemachtigde.

De strekking van dit artikel zou in de volgende lezing beter tot uiting komen :

.../...

"Artikel 2.-

Wanneer hun tussen acht en achttien uur de toegang tot de plaatsen wordt geweigerd, kunnen de overeenkomstig artikel 1 aangewezen ambtenaren en beambten deze betreden en er de nodige werkzaamheden en verrichtingen uitvoeren, indien zij ofwel door de burgemeester, ofwel door de politiecommissaris, ofwel door de commandant van de rijkswachtbrigade of door dezer gemachtigde worden bijgestaan".

Artikel 3.

De eigenaars van een al dan niet gebouwd eigendom en allen die daarop een recht van genot bezitten, zijn volgens dit artikel, zoals de Minister van Landsverdediging het tijdens de behandeling bij de Raad van State heeft geamendeerd, verplicht :

1° er de signalen en merktekens voor geodesie, waterpassing en topografie en andere voor opmetingen nodige installaties te laten aanbrengen, onderhouden en bewaken ;

2° onder door de Koning vast te stellen voorwaarden sommige bijkomstige werkzaamheden en aanpassingen te laten uitvoeren.

Deze lasten zijn een wettelijke erfdienstbaarheid van openbaar nut.

De wet van 10 juni 1927 beperkt de verplichtingen van eigenaars en van hen die het genot van het gebouw hebben, tot de verplichting de oprichting en de plaatsing

.../...

van signalen en merktekens en alles wat nodig is voor de bewaking en het onderhoud ervan te dulden. Voorts kent zij een vergoeding toe wegens de schade welke deze lasten kunnen veroorzaken.

Het ontwerp breidt de erfdienstbaarheid uit tot alle installaties die voor de opmetingen nodig zijn en tot sommige bijkomstige werkzaamheden en aanpassingen, waaronder de memorie van toelichting noemt het hakken van gewas, de verplaatsing van voorwerpen en, bij uitzondering, kleine afbraak. Vergoeding kent het alleen toe voor schade aan gebouwen die de uitvoering van die werkzaamheden en verrichtingen heeft veroorzaakt.

De Raad van State stelt voor het tweede lid van artikel 3 zo te redigeren, dat de aanwijzingen van de memorie van toelichting betreffende de inhoud van de uitdrukking "sommige bijkomstige werkzaamheden en aanpassingen" daarin opgenomen worden, als volgt :

"Bovendien zijn zij verplicht, onder door de Koning vast te stellen voorwaarden, bijkomstige werkzaamheden en aanpassingen te laten uitvoeren die nodig zijn tot het aanbrengen, het onderhouden en het bewaken van de in het vorige lid bedoelde installaties, zoals het hakken van gewas, de verplaatsing van voorwerpen en, bij uitzondering, kleine afbraak".

.../...

## Artikel 5.

Zoals zoëven gezegd, vergoedt de ontworpen wet de schade, die zij berokkent aan hen die er de toepassing van zullen ondergaan, niet dan voor zover het gaat om schade veroorzaakt "bij het uitvoeren van de in deze wet bepaalde werkzaamheden en verrichtingen".

De vrederechter zal van de vordering kennis nemen. Deze wordt echter eerst ontvankelijk nadat de Minister die de schade veroorzakende werkzaamheden of verrichtingen heeft gelast, het verzoek om schadeloosstelling volledig of gedeeltelijk heeft afgewezen, of verzuimd heeft daarover binnen drie maanden uitspraak te doen.

De vordering bij de vrederechter zal verjaren door verloop van een jaar te rekenen van het verstrijken van de termijn die voor de kennisgeving van de ministeriële beslissing is gesteld.

Het laatste lid van paragraaf 1 van artikel 5 luidt als volgt :

"Bij gebreke van overeenstemming of ingeval de termijn is verstreken zonder dat de Minister zich heeft uitgesproken, wordt de vergoeding, op verzoek van de meest gerede partij, door de bevoegde vrederechter vastgesteld; het geschil heeft de schorsing der werkzaamheden niet tot gevolg" .

.../...

Het ontwerp doet aldus de ontvankelijkheid van de vordering bij de vrederechter afhangen van het "gebrek van overeenstemming" tussen de Minister en de benadeelden.Aangezien alleen uit een vergelijking van de aanvraag om vergoeding met de beslissing van de Minister kan worden opgemaakt of er al dan niet overeenstemming is, zal de rechter voor een uiterst delicate beoordeling komen te staan. Dit bezwaar kan gemakkelijk worden ondervangen door de ontvankelijkheid der vordering te doen afhangen van het feit, dat de benadeelde niet met de beslissing van de Minister instemt. Het lijkt onnodig, voor deze instemming een termijn vast te stellen, aangezien de vordering door verloop van slechts één jaar verjaart. Evenmin is het nodig te zeggen dat de meest gerede partij de zaak bij de vrederechter aanhangig maakt, aangezien alleen de benadeelde iets heeft te vragen.

De Raad van State stelt dus voor het laatste lid van paragraaf 1 van artikel 5 de volgende tekst voor:

"Ingeval de benadeelde niet met de beslissing van de Minister instemt of ingeval de Minister niet binnen de bovengenoemde termijn heeft beslist, wordt de vergoeding door de vrederechter vastgesteld. Het geschil schort de uitvoering der werken niet op".

De tweede paragraaf van artikel 5 kan beknopter als volgt worden gelezen :

.../...

"§ 2. De vordering bij de vrederechter verjaart door verloop van een jaar te rekenen van het verstrijken van de termijn die voor de kennisgeving van de beslissing van de Minister is gesteld".

Het spreekt van zelf dat, mocht de Regering in gebreke blijven de vergoeding uit te keren nadat de benadeelde met de beslissing van de Minister heeft ingestemd, de schuldeiser van deze vergoeding over een vordering tot uitvoering van de beslissing beschikt overeenkomstig het gemeen recht.

## Artikel 7.

Artikel 7 maakt het oprichten van bepaalde gebouwen die als geodetische signalen kunnen dienen, in de gemeenten waarvan de Koning de lijst zal vaststellen, afhankelijk van het bezit van een vergunning van de Ministers van Financiën, van Landsverdediging, van Openbare Werken en Wederopbouw of van hun gemachtigde.

In de memorie van toelichting geeft de Regering haar voornemen te kennen, de gemeenten die meer dan 50.000 inwoners tellen of tot een agglomeratie behoren waarvan de bevolking dit aantal overtreft, uit te sluiten van het toepassingsgebied van artikel 7, § 1,a. Een soortgelijke bepaling komt voor in artikel 11, laatste lid, van de wet van 10 juni 1927.

.../...

Een zelfde machtiging wordt voorgeschreven voor wijziging van een onroerend goed waarop een signaal of een merkteken is aangebracht, wanneer voor deze wijziging werken nodig zijn die het bestaan, de stabiliteit of het gebruik van het signaal, het merkteken of het onroerend goed in gevaar kunnen brengen.

Daar het zaak is van de overheid die de machtiging moet verlenen, te oordelen of de werken het gebruik van het signaal in gevaar kunnen brengen, ware het raadzaam het slot van de volzin onder b van artikel 7, § 1, te schrappen, om vergissingen vanwege de belanghebbenden te voorkomen.

\+

\+ \+

De procedure voor het bekomen van de vergunning is aan artikel 18 van de besluitwet van 2 december 1946 op de stedebouw ontleend.

Zulks is onder meer het geval voor de bepaling volgens welke van de vergunning of van de weigering kennis moet worden gegeven binnen de termijn van één maand ingaande op de datum van ontvangst van het verzoek.

Volgens de tekst van artikel 7, § 1, van het ontwerp van wet moet degene die een toren, een klokketoren, enz. in een der door de Koning aangewezen gemeenten wil oprichten, vooraf drie Ministers om vergunning verzoeken.

.../...

Uit de memorie van toelichting blijkt echter, dat het ontwerp niet de verplichting wenst op te leggen zich tot ieder van de betrokken Ministers te wenden. Volgens de memorie van toelichting "hoeft de particulier, om te voldoen aan dit wetsontwerp, aan de gemeentewet en eventueel aan de wet betreffende de stedebouw slechts één enkele aanvraag om de bouwvergunning in te dienen bij het gemeentebestuur ".

"Dit laatste" - zo gaat de memorie van toelichting verder - "beslist slechts nadat het in 't bezit is van de beslissing van het bestuur van de stedebouw...He bestuur van de stedebouw zal beslissen op eensluidend advies van de betrokken Ministers of van hun gemachtigden, zodat slechts één kennisgeving aan de aanvrager zal worden gedaan".

In feite is het dus op het college van burgemeester en schepenen, dat de verplichting rust, de voorafgaande machtiging van de betrokken Ministers te verkrijgen.

Volgens de memorie van toelichting wordt de beslissing voorts niet door de Ministers maar door de administratie van stedebouw ter kennis gebracht.

Bij deze passus van de memorie van toelichting zijn de volgende bedenkingen te maken :

1° De administratie van stedebouw is opgericht bij besluit van de Regent van 14 mei 1945. Zij is een algemene directie van het Ministerie van Openbare Werken. Haar bevoegdheid, die vastgesteld is bij besluit van de Regent van 21 augustus 1945, behelst noch de toepassing van de wet van 10 juni 1927, noch a fortiori de toepassing van de ontworpen wet.

Wenst de Regering de uitvoering van artikel 7 van het onderhavige ontwerp meer in het bijzonder aan deze administratie op te dragen, dan zal zij te gelegener tijd het besluit van de Regent van 21 augustus 1945 in dit opzicht dienen te wijzigen.

2° Een vergissing in de memorie van toelichting is de bewering, dat particulieren nooit meer dan één aanvraag om bouwvergunning bij het gemeentebestuur zullen hoeven in te dienen.

Volgens de huidige wetgeving immers moeten particulieren, die op het grondgebied van een aan de stedebouw onderworpen gemeente een gebouw wensen op te richten, twee afzonderlijke vergunningen aanvragen en verkrijgen : de ene vanwege het college van burgemeester en schepenen ter uitvoering van artikel 90, 8°, van de gemeentewet of van de gemeentelijke bouwverordening, de tweede afgegeven op grond van artikel 18 van de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedebouw, door de Minister van Openbare Werken of zijn gemachtigde.

De Ministers van Openbare Werken en van Wederopbouw hebben bij een rondschrijven van 10 december 1946, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 12 januari 1947 (bladzijde 303), de gemeenten uitgenodigd de aanvraag, voorgeschreven bij artikel 90, 8°, van de gemeentewet, samen met de aanvraag voorgeschreven bij artikel 18 van de besluitwet van 2 december 1946 in ontvangst te nemen.

.../...

Het rondschrijven van de Minister van Openbare Werken van 31 oktober 1949, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 november 1949 (bladzijde 10.434), heeft dit artikel 18 zo geïnterpreteerd als zouden de termijnen waarvan sprake in dat artikel, eerst een aanvang nemen op het ogenblik waarop d administratie van stedebouw zelf de aanvang ontvangt.

Van andere zijde wordt voorgehouden, dat de datum van ontvangst door het gemeentebestuur als uitgangspunt van die termijnen moet worden genomen. De rechtspraak is op dit belangrijk punt verdeeld (zie onder meer : Rechtbank Antwerpen, 7.6.1949, Rev.comm. 1950, p.139; Rechtbank Nijvel, 16.6.1950, Mouv. comm., 1950, p. 176).

Indien het in de bedoeling van de Regering ligt de procedure volgens de thans geldende instructies over te nemen en de particulieren uit te nodigen hun aanvragen door toedoen van het gemeentebestuur in te dienen wanneer de gemeente waar zij een gebouw wensen op te richten, zowel onder toepassing van de besluitwet van 2 december 1946 als onder toepassing van het onderhavige ontwerp van wet valt, moet zulks uitdrukkelijk worden gezegd.

Voorts ware het raadzaam, artikel 18 van de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedebouw te wijzigen om het met deze voorschriften in overeenstemming te brengen.

Ook zou het aanvangspunt van de termijnen uitdrukkelijk in de wet moeten worden bepaald.

.../...

Ingevolge § 2 van artikel 7 van het voorontwerp is het college van burgemeester en schepenen ertoe gehouden te wachten om op een aanvraag tot bouwen te beschikken, "tot het in het bezit is van een afschrift" van de beslissing die de betrokken Ministers of hun gemachtigde overeenkomstig de bepalingen van § 1 hebben genomen ; zo de vergunning verleend wordt, moet het college binnen de in artikel 90, 8°, van de gemeentewet bepaalde termijn, dit is binnen vijftien dagen na de dag van het indienen der plans,uitspraak doen ; wordt de vergunning geweigerd, dan hoeft het college geen uitspraak te doen.

Het ontwerp zou door een positieve bepaling de administratie moeten dwingen een afschrift van de beslissing die de betrokken Ministers of hun gemachtigde hebben genomen, aan het college van burgemeester en schepenen toe te zenden.

Ook zou in het belang van een goede rechtsbedeling het toezenden van dit afschrift gelijktijdig moeten geschieden met de kennisgeving waarvan sprake in § 1, vierde lid, van het voorontwerp.

In § 2 van artikel 7 werd de mogelijkheid over het hoofd gezien, dat de termijn komt te verstrijken zonder dat de administratie uitspraak heeft gedaan, in welk geval de vergunning overeenkomstig § 1, vijfde lid, als verkregen wordt beschouwd.

Volgens de economie van het ontwerp zou het college van burgemeester en schepenen in dat geval uitspraak moeten doen binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in § 1, vierde lid, gestelde termijn.

+

\+ +

.../...

Ten slotte moge worden opgemerkt, dat noch het ontwerp noch artikel 90, 8°, van de gemeentewet voorzieningen treffen voor het geval dat de beslissing van het college van burgemeester en schepenen niet binnen de wettelijke termijn mocht zijn genomen.

In een soortgelijke materie met verwante bepalingen heeft de Senaat, om in die leemte te voorzien, in zijn zitting van 14 juni 1956 een amendement goedgekeurd op artikel 7 van het ontwerp van wet tot vaststelling van het statuut van de autosnelwegen volgens hetwelk het verlof als verkregen wordt beschouwd, indien de termijn, binnen welke het college van burgemeester en schepenen uitspraak moet doen, verstrijkt zonder dat een beslissing is genomen (zie Parl. Hand. Senaat zitting 1955-56, blz. 1399 en vlg.).

In de onderstaande tekst van artikel 7 is met deze opmerkingen rekening gehouden :

"Artikel 7.-

§ 1. Het college van burgemeester en schepenen stuurt aan de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, elke aanvraag om bouwvergunning strekkend tot het wijzigen van een eigendom waarop een signaal of een merkteken is aangebracht.

In de gemeenten die de Koning aanwijst, stuurt het college van burgemeester en schepenen bovendien aan de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, elke aanvraag om bouwvergunning strekkend tot het oprichten van watertorens, klokketorens, vuurtorens of andere torens, onverschillig hoe hoog, of van enig ander bouwwerk dat meer dan twintig meter boven de begane grond uitsteekt.

.../...

De Minister of zijn gemachtigde beslist op eensluidend advies van de Ministers van Financiën en van Landsverdediging of van hun gemachtigden. Hij brengt de vergunning of de weigering gelijktijdig ter kennis van de verzoeker en van het college van burgemeester en schepenen der gemeente op het grondgebied waarvan het bezwaarde goed gelegen is. Deze kennisgeving wordt gedaan bij een ter post aangetekende brief binnen de termijn van één maand na het ontvangen der aanvraag. Deze termijn kan met ten hoogste twee maanden worden verlengd bij een beslissing waarvan in dezelfde vormen kennis wordt gegeven vooraleer de eerste maand is verstreken.

Ingeval de termijn komt te verstrijken zonder dat de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, of zijn gemachtigde, uitspraak heeft gedaan, wordt de vergunning als verkregen beschouwd.

§ 2. Over de aanvragen tot bouwen in de gevallen bedoeld in § 1, eerste en tweede lid, van dit artikel, ingediend op grond van artikel 90, 8°, van de gemeentewet van 30 maart 1836 of van een gemeentelijke bouwverordening, kan het college van burgemeester en schepenen geen uitspraak doen vooraleer het in het bezit is van een afschrift van de beslissing die de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, of zijn gemachtigde, overeenkomstig de bepalingen van § 1, derde lid, van dit artikel heeft genomen, of vooraleer de vergunning overeenkomstig § 1, vierde lid, van dit artikel als verkregen wordt beschouwd.

.../...

Wordt de vergunning verleend, dan doet het college van burgemeester en schepenen uitspraak binnen vijftien dagen na het ontvangen van het afschrift der beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, of van zijn gemachtigde.

Wordt de vergunning overeenkomstig § 1, vierde lid, van dit artikel als verkregen beschouwd, dan doet het college van burgemeester en schepenen uitspraak binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in § 1, derde lid, van dit artikel gestelde termijn.

Ingeval de in de twee vorige leden gestelde termijn komt te verstrijken zonder dat het college van burgemeester en schepenen uitspraak heeft gedaan, wordt de vergunning als verkregen beschouwd (1).

Wordt de vergunning geweigerd, dan heeft het college van burgemeester en schepenen geen uitspraak te doen.

De vergunning ontslaat de betrokkene niet van de verplichting, zich te voegen naar de andere procedures die bij de bouwwetten en -verordeningen zijn voorgeschreven".

.../..

(1) Cfr. Het door de Senaat op 14 juni 1956 goedgekeurde amendement op artikel 7 van het ontwerp van wet tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen, dat de wet van 12 juli 1956 is geworden.

Artikel 8.-

Ter wille van de overeenstemming met de procedure voor de aanvraag om bouwvergunning, zoals zij in de memorie van toelichting van het voorontwerp wordt beschreven, zou het de Administratie van stedebouw moeten zijn, die, op verzoek van de betrokken Ministers, de eventuele toevoeging van aanpassingen aan de in artikel 7 bedoelde bouwwerken oplegt.

De Raad van State stelt dus voor, de tekst van artikel 8 van het voorontwerp als volgt te lezen :

"De Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, of zijn gemachtigde, kan ambtshalve of op verzoek van de Minister van Financiën of van de Minister van Landsverdediging opleggen dat... enz...".

Artikelen 10 en 11.

Volgens de memorie van toelichting "hebben de artikelen 10 en 11 tot doel de overheid die het signaal en het merkteken geplaatst heeft in de mogelijkheid te stellen, onverwijld elke wijziging ervan te vernemen en onmiddellijk de nodige maatregelen te treffen...".

Artikel 11 draagt het toezicht op de signalen en merktekens op aan de rijkswacht en aan de "plaatselijke politie", dit wil zeggen de gemeentepolitie, de veldwachters en bij voorkomend geval de boswachters der gemeenten.

.../...

Daar dit artikel voorts de leden van het rijkswachtkorps of van de plaatselijke politie verplicht van hun vaststellingen aan de burgemeester kennis te geven, lijkt het eenvoudiger dat de eigenaar van het goed rechtstreeks de rijkswacht of de plaatselijke politie zou dienen te verwittigen.

De Raad van State stelt voor, de volgorde van deze artikelen om te keren.

Artikel 11 van het ontwerp wordt artikel 10.

Artikel 10 wordt dan artikel 11 en dient als volgt te worden gelezen :

"De eigenaar of de bezetter van een eigendom waarop een signaal of een merkteken is aangebracht, is verplicht de dichtstbijgelegen rijkswachtpost of de plaatselijke politie te verwittigen wanneer een signaal of merkteken vernield, weggenomen, verplaatst, beschadigd of gewijzigd is".

Artikel 12.

De bewoordingen van dit artikel zijn zo algemeen, dat elke overtreding van om het even welk voorschrift van de wet of haar uitvoeringsbesluiten een misdrijf wordt. De tekst reikt aldus verder dan de bedoeling der Regering.

.../...

De volgende tekst, die de Raad van State heeft opgesteld aan de hand van de inlichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Minister van Landsverdediging, zegt duidelijker welke overtredingen van de voorschriften van de wet en van de uitvoeringsbesluiten misdrijven zullen zijn; de straffen zijn daarmede in overeenstemming gebracht. In deze tekst wordt rekening gehouden met het omkeren van de volgorde der artikelen 10 en 11 :

"Artikel 12.-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot veertien dagen en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die een gebouw heeft opgericht of gewijzigd zonder een bouwvergunning te hebben verkregen overeenkomstig het bepaalde in artikel 7 van deze wet.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank of met een van die straffen alleen worden gestraft de overtredingen van voorschriften van artikel 9 van deze wet of van de tot uitvoering van artikel 9 uitgevaardigde verordeningen.

Met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen en met geldboete van een frank tot vijfentwintig frank worden gestraft de overtredingen van de voorschriften van artikel 11 van deze wet of van de tot uitvoering van artikel 11 uitgevaardigde verordeningen.

.../...

In geval van herhaling binnen twee jaar na de veroordeling kunnen deze straffen op het dubbel worden gebracht.

Indien een signaal of merkteken slechts door gebrek aan voorzorg of vooruitzicht vernield, verplaatst of beschadigd werd, wordt het misdrijf gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn op deze misdrijven van toepassing".

Artikel 13.

Dit artikel regelt enerzijds de procedure "voor de herstelling van de plaats in haar vroegere toestand" wanneer overtreding van de artikelen 7 en 8 heeft plaats gehad, en anderzijds de procedure voor het terugplaatsen van de signalen of installaties wanneer overtreding van artikel 9 heeft plaats gehad.

Het is klaarblijkelijk geïnspireerd door artikel 27 van de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedebouw en is als volgt gesteld :

"Artikel 13.-

§ 1. In geval van overtreding van de artikelen 7 en 8 van deze wet, gelast de rechtbank, onafhankelijk van de straf, de herstelling der plaats in haar vroegere toestand, indien de bevoegde Minister of zijn gemachtigde daarom verzoekt en in de mate waarin zulks gevraagd wordt.

.../...

De rechtbank stelt voor deze herstelling een termijn vast en beslist dat, ingeval het vonnis niet wordt uitgevoerd, de Minister of zijn gemachtigde hierin op kosten van de betrokkene zal voorzien. Deze laatste zal gehouden zijn tot terugbetaling der uitgave tegen voorlegging van een op zijn kosten belaste staat, uitvoerbaar verklaard door de voorzitter van de rechtbank, op het zonder tussenkomst van een pleitbezorger bij deze ingediende verzoekschrift.

§ 2. In geval van overtreding van artikel 9 van deze wet, gelast de rechtbank, onafhankelijk van de straf, het terugplaatsen of het herstellen van het signaal of van de installaties. Dit werk wordt door toedoen van de bevoegde Minister van ambtswege uitgevoerd. De betrokkene zal gehouden zijn tot terugbetaling van de uitgave tegen voorlegging van een op zijn kosten belaste staat, uitvoerbaar verklaard door de voorzitter van de rechtbank op het zonder tussenkomst van een pleitbezorger bij deze ingediende verzoekschrift".

De tweede paragraaf van artikel 13 dient als overbodig te worden geschrapt. De Staat ontleent aan het gemeen recht, en meer in 't bijzonder aan de artikelen 3 en 4 van de wet van 17 april 1878 bevattende de voorafgaande titel van het Wetboek van rechtspleging in strafzaken, het middel om van de rechter over de publieke vordering het herstel van de door overtreders van artikel 9 veroorzaakte schade te bekomen. Bovendien is de paragraaf minder juist, want, zoals het tijdens het onderzoek is geamendeerd, belast het ontwerp alleen de Staat, handelend door toedoen van de bevoegde Ministers of van hun gemachtigde, niet alleen met de zorg om signalen en merktekens aan te brengen maar ook, volgens de paragraaf zelf, met de zorg om ze, waar nodig, opnieuw te plaatsen of te herstellen. Het ware in strijd met de respectieve bevoegdheden van de rechterlijke macht en van de uitvoerende macht,

.../...

dat de rechter in dit verband in zijn uitspraak over de publieke vordering bevelen aan de administratieve overheden zou geven.

Paragraaf 2 maakt tenslotte melding van signalen en merktekens, terwijl artikel 9, waarnaar het verwijst, spreekt van signalen, merktekens of daarop aangebrachte inscripties.

Om al deze redenen stelt de Raad van State voor, van artikel 13 alleen de eerste paragraaf te behouden; met enige detailverbeteringen kan de tekst als volgt worden gelezen :

"Artikel 13.-

Bij veroordeling wegens overtreding van de artikelen 7 en 8 beveelt de rechtbank, binnen de grenzen van het verzoek van de bevoegde Minister of diens gemachtigde, dat de plaatsen in hun oorspronkelijke toestand worden hersteld. Zij bepaalt een termijn voor dit herstel en beslist dat, indien de veroordeelde het vonnis niet binnen de voorgeschreven termijn uitvoert, de Minister of zijn gemachtigde op diens kosten in de uitvoering voorziet. De veroordeelde wordt tot terugbetaling van de uitgave gedwongen op overlegging van een staat ... (voorts als in het ontwerp)...".

.../...

Artikel 14.

Bedoelt de Regering met artikel 14 niet, dat alleen leden van de plaatselijke politie en van het rijkswachtkorps en door haar daartoe aangestelde ambtenaren en beambten, met uitsluiting van officieren van gerechtelijke politie met algemene bevoegdheid die niet tot de plaatselijke politie of tot de rijkswacht mochten behoren, bevoegd zouden zijn om overtredingen van de wet en van dezer uitvoeringsbesluiten vast te stellen, dan moet dit artikel worden gelezen zoals hierna wordt aangegeven.

Ook ware het nuttig de bewijskracht te bepalen van de processen-verbaal opgemaakt door leden van de plaatselijke politie die geen algemene bevoegdheid tot het opsporen van misdrijven bezitten.

"Artikel 14.-

Tot het opsporen en vaststellen van overtredingen van deze wet en van dezer uitvoeringsbesluiten zijn in 't bijzonder bevoegd de leden van de plaatselijke politie en van het rijkswachtkorps, alsook de ambtenaren en beambten die de Koning te dien einde aanwijst. Degenen onder hen die geen officier van gerechtelijke politie zijn, stellen de overtredingen vast in processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegendeel wordt bewezen".

---

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

| | | | |
|---|---|---|---|
| Messieurs : de Heren : | F. LEPAGE, | conseiller d'Etat, raadsheer van State, | président voorzitter |
| | J. COYETTE, G. VAN BUNNEN, | conseillers d'Etat, raadsheren van State, | |
| | L. FREDERICQ, J. LIMPENS, | assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving, | |
| | J. CYPRES, | greffier adjoint, adjunct-griffier, | greffier. griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. VLIEBERGH, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. VLIEBERGH, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.